



Mission régionale d'autorité environnementale

Pays de la Loire

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale des Pays de la Loire
après examen au cas par cas
Mise en compatibilité par déclaration de projet
du plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune des RIVES DE L'YON (85)**

n°MRAe 2016-2258

**Décision relative à une demande d'examen au cas par cas
en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme**

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-2, L.104-3, R.104-21 et R.104-28 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune des Rives de l'Yon par déclaration de projet, transmise par la collectivité et reçue le 28 novembre 2016 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé et sa réponse en date du 13 décembre 2016 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 10 janvier 2017 ;

Considérant que la mise en compatibilité par déclaration de projet est menée dans l'objectif de permettre l'aménagement dans le secteur du Pavillon d'un espace à vocation de commerce au nord et à vocation de bureau au sud de la RD 746, qui nécessite de réduire la bande de recul inconstructible (mise en place au titre de la loi Barnier pour une route classée à grande circulation) de 75 m à 35 m de part et d'autre de la route départementale n°746, mesure qui a fait l'objet « d'une étude loi Barnier » ;

Considérant que cette procédure permettra ainsi une optimisation du foncier dans le secteur du « Pavillon » sur la commune déléguée de Saint Florent-des-Bois ;

Considérant que ces nouveaux espaces envisagés à la construction sont situés entre la RD n°746 et des secteurs à vocation d'urbanisation 1AUe et 1AUel, qu'ils seront encadrés par les mêmes règles que ces secteurs (mêmes zonages) ;

Considérant que le secteur au nord de la RD 746 se situe au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 « zone de bois et bocage à l'est de La Roche-sur-Yon », mais que le projet n'est pas de nature à remettre en cause son intérêt ;

Considérant que le secteur au sud de la RD 746 n'interfère avec aucun zonage ou inventaire concerné par des protections réglementaires au titre du patrimoine naturel ou paysager ;

Considérant que le principal impact pressenti à ce stade porte sur une haie dans le secteur sud de la RD 746 ;

Considérant que le dossier indique la nécessité de procéder préalablement à l'aménagement, à un inventaire naturaliste sur cette haie, afin de vérifier l'absence d'espèces protégées et qu'il y aura lieu d'envisager le cas échéant les dispositions nécessaires à la prise en compte de ces enjeux particuliers et limités ;

Considérant que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune des Rives de l'Yon, au vu des éléments disponibles à ce stade, ne peut être considérée comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement et du conseil ;

DÉCIDE :

Article 1 : La mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de la commune des Rives de l'Yon n'est pas soumise à évaluation environnementale.

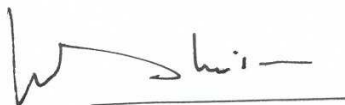
Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

Article 3 : En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique.

Article 4 : La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL.

Fait à Nantes, le 23 janvier 2017

La présidente de la Mission régionale d'autorité
environnementale



Fabienne Allag-Dhuisme

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe
DREAL des Pays de la Loire
SCTE/DEE
5, rue Françoise GIROUD – CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île-Gloriette,
BP 24111
44041 Nantes Cedex

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux. Il est adressé à :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Adresse postale : Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
92055 Paris-La-défense cedex